

[Français]

LES RELATIONS OUVRIÈRES

MONTRÉAL—QUESTION RELATIVE AU RÈGLEMENT DE LA GRÈVE DES DÉBARDEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J.-A. Mongrain (Trois-Rivières): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre, et je m'excuse de ne pas lui en avoir donné préavis.

Étant donné que, ces jours derniers, les journaux nous apprennent qu'un malaise sérieux menaçait les ports du Saint-Laurent, pourrais-je lui demander s'il aurait des renseignements à donner à la Chambre à ce sujet, cet après-midi?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, peut-être pourrais-je demander au ministre d'État, qui a suivi l'affaire de près en fin de semaine, de présenter un bref rapport.

L'hon. B. S. Mackasey (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, la Chambre apprendra avec plaisir, j'en suis sûr, qu'à deux heures trente aujourd'hui, à Montréal, le juge Allan Gold a annoncé qu'un accord avait été conclu entre l'Association internationale des débardeurs et la Fédération des armateurs du Canada garantissant la paix dans trois ports du Saint-Laurent pour le reste de l'année.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur, au ministre d'État. Ce règlement comprend-il une entente sur les articles contestés du rapport Picard qui étaient en suspens au début de l'année?

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, les deux parties ont convenu volontairement de soumettre ces points en litige à l'arbitrage. Le conseil d'arbitrage, qui demeurera en fonctions pendant les neuf prochains mois, tranchera tous ces points.

M. D. V. Pugh (Okanagan Boundary): Question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre d'État peut-il assurer à la Chambre qu'il prend des mesures en vue de ramener immédiatement au niveau d'avant la grève les frais de transport quant aux marchandises d'exportation? Il sait combien je m'intéresse aux exportations par mer des fruits de la Colombie-Britannique, aux frais supplémentaires qui ont été imposés aux exportateurs et des tracas que cela a causé.

[Le très hon. M. Pearson.]

L'hon. M. Mackasey: Je remercie le député de sa question. Il a fait montre de beaucoup d'intérêt à cet égard, au cours d'entretiens privés que nous avons eus. Je vais étudier l'affaire de plus près, cet après-midi, et je lui en rendrai compte demain.

LES FINANCES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE SUR L'INDUSTRIE DE L'ASSURANCE-AUTOMOBILE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Ma question devrait s'adresser au ministre des Transports. En son absence, Votre Honneur permettrait-il à quelqu'un d'en prendre note? Comme le président des États-Unis a demandé au secrétaire aux Transports de mener une enquête sur l'industrie de l'assurance-automobile, notre ministre songe-t-il à agir parallèlement au Canada?

M. l'Orateur: J'ai permis à quelqu'un de prendre note de la question.

L'AGRICULTURE

L'ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE LAITIÈRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent (Ont.)): En l'absence du ministre de l'Agriculture, puis-je adresser ma question à son secrétaire parlementaire? Comme la nouvelle campagne laitière au Canada commencera la semaine prochaine, pouvons-nous espérer que le ministre informera la Chambre des plans et des politiques laitières du gouvernement pour l'année 1968?

M. Bruce S. Beer (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Je ne sais pas exactement quand, mais je suis sûr que le ministre fera une déclaration à la Chambre en temps opportun.

LA PÉNURIE DES HERBICIDES CONTRE LA FOLLE AVOINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Bruce S. Beer (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Jeudi dernier, le député de Rosetown-Biggart (M. McLelland) a posé une question au sujet de la possibilité d'obtenir de l'avadex pour détruire la folle avoine. Des fonctionnaires du ministère me font savoir que le fabricant compte pouvoir remplir toutes les commandes et que ce produit chimique sera disponible en quantités beaucoup plus considérables que l'an dernier.